



Nemat Shafik est directrice générale adjointe du Fonds monétaire international

Rêves volés

L'avenir des jeunes dépend de notre aptitude à redresser l'économie mondiale

LORSQU'EN Tunisie, le jeune vendeur ambulant, Mohamed Bouazizi, s'est immolé par le feu il y a un peu plus d'un an pour protester contre la confiscation de sa marchandise, il n'a pas seulement déclenché une révolution dans son propre pays. Son acte désespéré a aussi précipité la chaîne d'événements qui ont conduit plus largement au Printemps arabe. «À mon avis, s'il en est arrivé là, ce n'est pas parce qu'il avait perdu un emploi, mais parce qu'on lui avait volé son rêve. Et c'est ça qui a changé le monde.»

Ces mots prononcés en septembre dernier par un jeune entrepreneur kenyan lors d'un séminaire du FMI sont restés gravés dans mon esprit; ils résument en effet le prix terrible que les jeunes sans emploi risquent de devoir payer au bout du compte, celui d'un avenir tronqué, d'aspirations déçues.

Une génération perdue

Victimes innocentes de la crise financière mondiale, les jeunes risquent fort bien de payer le plus cher les erreurs politiques qui nous ont conduits là où nous sommes aujourd'hui. Ce sont eux qui devront acquitter les impôts nécessaires pour assurer le service de la dette accumulée au cours des dernières années. Qui plus est, l'économie mondiale est menacée par les tensions croissantes qui pèsent sur la zone euro et le chômage continue d'augmenter dans plusieurs pays, principalement européens. Les jeunes (les 15 à 24 ans) sont les plus touchés; leur taux de chômage a atteint des niveaux records dans certains pays.

Si les politiques appropriées ne sont pas mises en œuvre, c'est non seulement une décennie de croissance qui risque d'être perdue, mais aussi toute une génération.

En Espagne et en Grèce, près de la moitié des jeunes ne trouve pas d'emploi. Au Moyen-Orient, ils représentent au moins 40 % du total des chômeurs en Jordanie, au Liban, au Maroc et en Tunisie, et près de 60 % en Égypte et en Syrie. Aux États-Unis, où la création d'emplois a toujours été forte, plus de 18 % des jeunes demandeurs d'emploi ne trouvent pas de travail.

En général, les jeunes souffrent plus des récessions que le reste de la population active — quand la croissance ralentit, le chômage des jeunes augmente. Nouveaux venus sur le marché du travail, ils doivent normalement affronter le plus d'obstacles. L'un d'eux réside dans le fait qu'ayant moins d'expérience, ils ont souvent besoin de recevoir une formation sur le tas plus poussée. En période de ralentissement de l'activité, ils sont en général plus touchés, et les employeurs restent réticents à embaucher du personnel sans expérience quand la croissance repart. D'un point de vue purement économique, il est aussi plus facile pour les entreprises de licencier des jeunes, car cela leur coûte moins cher. Ces facteurs semblent avoir particulièrement joué pendant, et après, la crise économique mondiale de 2008.

Le chômage des jeunes a des conséquences durables pour la croissance du fait de la perte ou de la dégradation de capital humain qu'il implique. Il a aussi beaucoup d'autres conséquences sur le plan personnel et social. On citera :

Des coûts économiques accrus : Le chômage des jeunes se traduit par une hausse de l'assurance-chômage et des autres prestations, une perte de recettes fiscales et un gaspillage de moyens de production.

Un exode des cerveaux : Davantage de jeunes sont contraints à émigrer. Aujourd'hui cela est évident en Irlande et en Islande, et le problème sévit depuis longtemps dans beaucoup de pays du Moyen-Orient. Nombre de pays touchés par la crise ont une tradition d'émigration en périodes de fort ralentissement de l'activité économique.

Une poussée de la criminalité : L'accroissement du chômage a été lié à une hausse des taux de criminalité.

Une compression durable des revenus : Le chômage des jeunes laisse des «séquelles salariales» sous forme d'une réduction des revenus qui peut durer jusqu'à l'âge mûr. Cet effet augmente avec la durée du chômage.

Une espérance de vie moindre : D'une manière plus générale, le chômage a été lié à une réduction de l'espérance de vie, à une plus forte incidence des crises cardiaques plus tard dans la vie et même à des taux de suicide plus élevés.

Leçons pour le FMI

Que peut-on donc faire? Et que peut faire le FMI? Pendant le séminaire dont j'ai déjà parlé, l'un des participants m'a demandé si le FMI se préoccupait vraiment du chômage et des jeunes.

Le FMI a pour mission de favoriser la stabilité macroéconomique mondiale, et de nombreux aspects de la stabilité économique ont, en fait, d'importantes conséquences pour le chômage des jeunes, et vice-versa.

Le Printemps arabe est riche d'enseignements pour nous au FMI. Avant 2010, la plupart des pays du Moyen-Orient enregistraient des taux de croissance économique respectables — des pays comme la Tunisie et l'Égypte ont vu leur économie croître de 3 à 5 % par an en moyenne pendant les trois années qui ont précédé les révolutions. Ces pays étaient, en apparence, assez performants. Mais, si l'on allait au-delà des chiffres et considérait ce qui se passait sur le plan des inégalités et du chômage, il était tout à fait évident que de très gros problèmes couvaient.

Il ne faut donc pas se contenter de considérer les chiffres globaux. Nous devons examiner la réalité qui se cache derrière. Si celle-ci conduit un pays à la révolution, ce n'est certainement pas bon pour la stabilité macroéconomique.

Le FMI ne s'est pas centré sur la problématique de l'emploi dans le passé. C'est pourquoi nous collaborons avec d'autres institutions qui ont un mandat spécifique dans cet important domaine. Nous avons établi un solide partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT) et uni nos compétences pour mieux comprendre les mesures macroéconomiques propices à la création d'emplois. Plus concrètement, nous avons aussi collaboré avec l'OIT dans un petit nombre de pays pour concevoir des stratégies pouvant aider les gouvernements, les syndicats et le secteur privé à favoriser la création d'emplois.

Le FMI a aussi engagé un dialogue actif avec les syndicats aux niveaux mondial, régional et national. Nous sommes régulièrement en relation avec la Confédération syndicale internationale ainsi qu'avec la Commission syndicale consultative auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques, et 80 % environ des missions du FMI dans les pays membres incluent des rencontres avec des représentants des syndicats nationaux pour mieux comprendre la situation du marché du travail.

Mais la plus grande contribution que le FMI puisse apporter pour réduire le chômage des jeunes est d'aider ses pays membres à rétablir la croissance. Seule la reprise permettra aux chômeurs de trouver de nouveau un travail.

Feuille de route pour l'emploi

Plusieurs mesures s'imposent pour faire en sorte que l'économie mondiale crée à nouveau des emplois au lieu d'en détruire.

Les pays avancés (dont les États-Unis et en Europe) se heurtent à un problème d'insuffisance de la demande. Après la crise de 2008, les gouvernements ont augmenté les dépenses publiques pour éviter une dépression. Cela a fonctionné, mais les inquiétudes concernant l'avenir persistent. Il sera indispensable de continuer à soutenir la demande et de prendre des mesures qui redonnent confiance dans l'avenir. En attendant, les maigres ressources budgétaires doivent notamment servir à préserver et à renforcer les compétences des jeunes.

Beaucoup de pays d'Europe se heurtent aussi à des problèmes plus permanents pour l'embauche des jeunes. La structure des marchés des produits et du travail protège souvent ceux qui y sont établis, qu'il s'agisse de travailleurs ou d'entreprises. En fin de compte, ce manque de concurrence interne réduit l'aptitude de ces pays à affronter la concurrence sur les marchés internationaux et freine la croissance et la création d'emplois. Dans le cadre de son dialogue de politique générale avec les pays membres, le FMI recommande des mesures visant à réduire la segmentation du marché du travail, diminuer les obstacles à la concurrence (surtout dans les services), mettre en œuvre des réformes fiscales favorables à la croissance et intensifier les efforts dans l'éducation et la recherche-développement. Ces mesures doivent certes s'adapter à chaque pays, mais elles doivent absolument être appliquées le plus tôt possible.

Pour les pays émergents, il en va tout autrement. Ils ont connu une croissance forte, et certains — au moins jusqu'à une date récente — ont même risqué la surchauffe. Plusieurs d'entre eux — surtout ceux qui enregistrent des excédents extérieurs importants — pourraient contribuer à résoudre le problème du chômage en général et celui des jeunes en particulier en stimulant la demande intérieure et en achetant davantage de biens produits ailleurs, y compris dans les pays avancés.

Les pays à faible revenu ont assez bien surmonté la crise après 2008, mais ils ont utilisé pour cela beaucoup de leurs ressources publiques. Ils doivent maintenant reconstituer leurs volants budgétaires pour pouvoir maintenir leurs niveaux d'emploi et réorienter leurs dépenses vers des domaines prioritaires comme la santé, l'éducation et les infrastructures, même si l'environnement mondial se détériore.

Faire redémarrer le crédit

L'accès au crédit est un autre facteur important dans la création d'emplois. Aujourd'hui, aux États-Unis et en Europe les banques ne prêtent pas. Aux États-Unis, la persistance de la crise immobilière étouffe la croissance du crédit. En Europe, les banques sont très exposées aux dettes souveraines. La réaction a été un durcissement des conditions de crédit et, bien évidemment, les jeunes entrepreneurs figurent parmi les premières victimes, moins de prêts étant accordés aux nouvelles entreprises.

C'est pourquoi il est important de recapitaliser les banques et, plus généralement, de rétablir la confiance, pour que les établissements financiers puissent à nouveau prêter et nourrir la croissance.

Dans les pays en développement, beaucoup de banques prêtent, mais sans atteindre de larges segments de la population comme les jeunes et les entrepreneurs potentiels. Il importe donc, dans l'intérêt de l'emploi, que davantage de personnes aient accès au crédit.

Appel à l'action

Les enjeux de 2012 sont considérables pour des millions de jeunes partout dans le monde. Si nous ne réussissons pas à remettre l'économie mondiale sur la voie de la reprise, des averses seront compromises et de nouveaux rêves seront volés. La solution du chômage des jeunes passe par un retour de la croissance mondiale et des mesures de soutien à la création d'emplois et au crédit. Or, rien de cela ne sera possible sans la coopération internationale. ■